

Bulletin
**Investissements
sous contrôle étranger** **FLASH**

Perspectives 2011

**INVESTISSEMENTS SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER :
CROISSANCE ANTICIPÉE POUR 2011**

Après être demeuré relativement stable en 2010 au Canada, l'investissement étranger devrait croître de 13,7 % en 2011 pour atteindre 47,7 G\$. La majorité de ces investissements sont d'origine américaine (61,5 %). La hausse anticipée n'est cependant pas suffisante pour retrouver les niveaux prérécession, lesquels avoisinaient 58,0 G\$. Quatre provinces se partagent la vaste majorité des investissements étrangers au Canada, soit l'Ontario (15,3 G\$), l'Alberta (13,5 G\$), le Québec (6,0 G\$) et la Colombie-Britannique (5,9 G\$). En termes de variation annuelle, les perspectives 2011 indiquent que la province de Terre-Neuve-et-Labrador a la croissance la plus élevée (+ 77,9 %), suivie du Québec (+ 27,5 %) et de l'Alberta (+ 17,0 %).

Au Canada, les investissements étrangers représentent 28,6 % du total de l'investissement privé non résidentiel. Cette proportion est de 33,8 % en Ontario, alors qu'elle oscille entre 27 % et 28 % au Québec, en Alberta et en Colombie-

Britannique. En comparaison, en 2004, la part étrangère des investissements au Canada était de 35,0 %, alors que les proportions correspondantes dans les quatre provinces où se concentrent les investissements étrangers variaient entre 39,2 % (Ontario) et 30,6 % (Alberta).

Au Québec, la croissance anticipée de l'investissement étranger fait suite à trois années de diminution consécutives, période pendant laquelle les investissements étrangers sont passés de 9,2 G\$ (2007) à 4,7 G\$ (2010). Une bonne partie de cette diminution est attribuable aux investissements provenant des États-Unis, lesquels sont passés de 4,9 G\$ en 2007 à 2,4 G\$ en 2010. En 2011, les investissements étrangers américains devraient atteindre 3,0 G\$, en croissance de 20,9 %, les investissements anglais atteindraient 858,4 M\$ (+ 40,2 %) et les investissements néerlandais 433,9 M\$ (+ 27,3 %).

Tableau 1

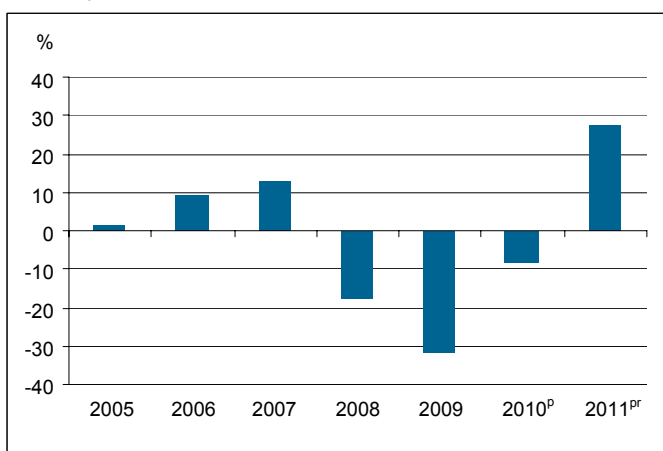
Investissements sous contrôle étranger, Canada, provinces et territoires, perspectives 2011

	Construction	Machines et équipement	Total
	M\$		
Canada	19 853,9	27 830,0	47 683,9
Terre-Neuve-et-Labrador	2 527,0	1 103,5	3 630,5
Île-du-Prince-Édouard	5,7	20,7	26,5
Nouvelle-Écosse	193,8	421,0	614,8
Nouveau-Brunswick	101,8	308,5	410,4
Québec	1 507,2	4 535,9	6 043,1
Ontario	2 087,3	13 241,0	15 328,2
Manitoba	339,8	572,2	912,0
Saskatchewan	363,8	459,6	823,4
Alberta	8 824,4	4 648,5	13 472,9
Colombie-Britannique	3 496,3	2 372,9	5 869,3
Yukon	x	x	15,5
Territoires du Nord-Ouest	396,3	128,9	525,3
Nunavut	x	x	12,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Figure 1

Investissements sous contrôle étranger, variation par rapport à l'année précédente, Québec, 2005-2011



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Tableau 2

Investissements privés non résidentiels selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, Québec, perspectives 2011

Pays de contrôle	Construction	Machines et équipement	Total
	M\$		
Canada	6 549,3	9 352,3	15 901,5
Pays étrangers	1 507,2	4 535,9	6 043,1
États-Unis d'Amérique	651,4	2 301,0	2 952,4
Allemagne	14,3	278,6	292,9
France	48,7	246,7	295,4
Royaume-Uni	150,7	707,7	858,4
Italie	10,8	55,4	66,2
Japon	x	x	x
Pays-Bas	x	x	433,9
Suède	9,5	66,9	76,4
Suisse	x	x	394,4
Autres pays	x	x	x
Total	8 056,5	13 888,1	21 944,6

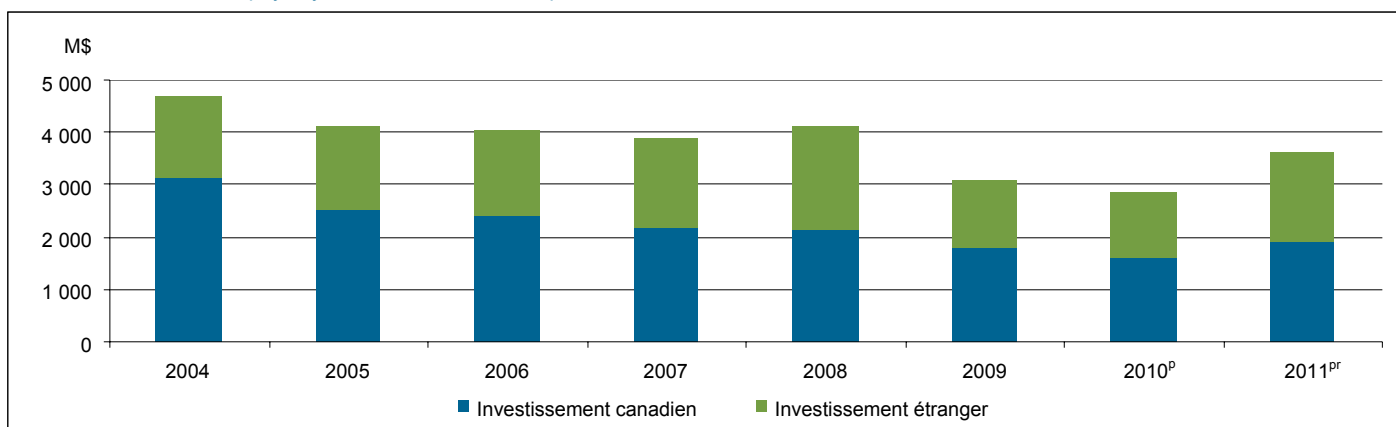
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
 Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

FABRICATION : 47,8 % DES INVESTISSEMENTS ATTRIBUABLES AUX ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

Malgré la baisse de sa part relative dans l'investissement privé non résidentiel, l'investissement étranger prend de plus en plus d'importance dans les industries productrices de biens, notamment dans le secteur minier et dans celui de la fabrication. Entre 2004 et 2011, le poids de l'investissement étranger dans le total privé non résidentiel est passé de 34,5 % à 27,5 % au Québec. Pendant ce temps, la part de l'investissement étranger est passée de 8,7 % à 29,0 % dans le secteur minier (746,7 M\$ en 2011), alors qu'elle est passée de 33,6 % à 47,8 % dans le secteur de la fabrication. Le portrait de l'investissement dans le secteur manufacturier est très différent selon la propriété des établissements : les investissements canadiens ont diminué sans interruption entre

Figure 2

Investissements selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, secteur de la fabrication, Québec, 2004-2011



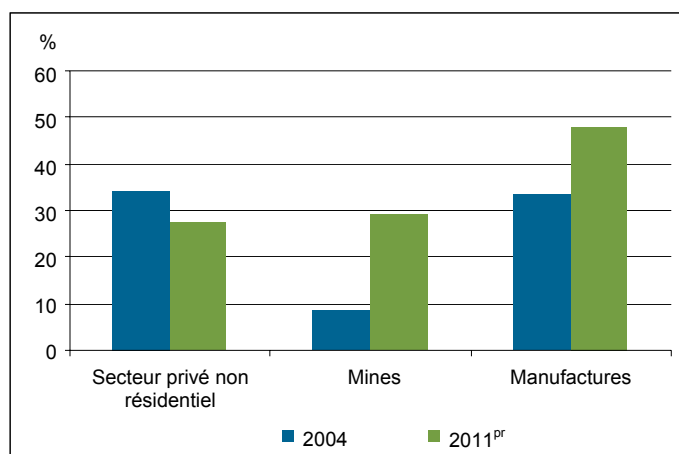
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
 Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2004 et 2010, passant de 3,1 G\$ à 1,6 G\$, avant de rebondir à 1,9 G\$ en 2011. Les investissements étrangers sont passés de 1,6 G\$ en 2004 à un sommet de 2,0 G\$ en 2008. L'investissement étranger diminue ensuite fortement (- 33,6 %) en 2009 et légèrement (- 4,1 %) en 2010, avant de connaître une forte progression (+ 39,2 %) en 2011.

Au niveau des sous-secteurs de la fabrication, quatre ont une part d'investissement étranger supérieure à 50 %, dont deux des trois principaux sous-secteurs en termes d'investissement. Trois sous-secteurs ont des investissements étrangers supérieurs à 100 M\$, soit la première transformation des métaux (563,8 M\$), la fabrication de papier (184,4 M\$) et la fabrication d'aliments (151,6 M\$). La part d'investissement étranger dans le secteur de la fabrication (47,8 %) est la plus élevée depuis 2004 (secteur privé non résidentiel : 27,5 %).

Figure 3

Part de l'investissement étranger selon le secteur d'activité économique, Québec, perspectives 2011



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
 Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Tableau 3

Investissements selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, sous-secteur de la fabrication, Québec, perspectives 2011

Sous-secteur	Pays de contrôle			Part des investissements sous contrôle étranger
	Canadien	Étranger	Total	
	M\$			
Fabrication	1 898,6	1 741,6	3 640,1	47,8
Aliments	336,5	151,6	488,1	31,1
Boissons et produits du tabac	x	x	144,2	...
Usines de textiles	14,0	13,6	27,5	49,3
Usines de produits textiles	x	x	10,2	...
Vêtements	x	x	26,8	...
Produits en cuir et produits analogues	3,7	—	3,7	—
Produits en bois	115,9	44,9	160,8	27,9
Papier	119,7	184,4	304,1	60,6
Impression et activités connexes de soutien	46,3	6,2	52,5	11,8
Produits du pétrole et du charbon	x	x	197,3	...
Produits chimiques	x	x	236,2	...
Produits en caoutchouc et en plastique	80,0	76,8	156,8	49,0
Produits minéraux non métalliques	157,2	36,0	193,2	18,6
Première transformation des métaux	194,0	563,8	757,8	74,4
Produits métalliques	138,2	24,0	162,2	14,8
Machines	99,6	23,2	122,8	18,9
Produits informatiques et électroniques	32,7	51,7	84,4	61,3
Matériel, appareils et composants électriques	27,5	71,9	99,4	72,3
Matériel de transport	191,3	73,1	264,4	27,6
Meubles et produits connexes	27,1	13,1	40,2	32,5
Activités diverses de fabrication	72,2	35,5	107,7	32,9
Total privé non résidentiel	15 901,5	6 043,1	21 944,6	27,5

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

RMR DE MONTRÉAL : 36,7 % DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER AU QUÉBEC

Selon les perspectives 2011, l'investissement étranger dans la RMR de Montréal devrait s'élever à 2,2 G\$, en croissance de 17,2 % par rapport à 2010. Il s'agit d'un retour à la croissance, l'investissement étranger dans la RMR de Montréal ayant diminué constamment entre 2006 (4,3 G\$) et 2010 (1,9 G\$). Les investissements canadiens atteignent pour leur part un sommet depuis 2004, faisant en sorte que la part d'investissement étranger dans le secteur privé non résidentiel se situe à 23,7 % en 2011. L'investissement en provenance des États-Unis est en croissance de 16,4 % par rapport à 2010 pour s'établir à 1,4 G\$, soit 61,9 % du total des pays étrangers. Deux autres pays ont des investissements supérieurs à 100 M\$ en 2011, soit la France (191,1 M\$, en croissance de 33,6 %) et le Royaume-Uni (173,1 M\$, en croissance de 36,7 %).

L'investissement étranger dans le secteur de la fabrication, secteur responsable de 32,3 % du total, est à la hausse de 24,5 % pour s'établir à 715,2 M\$. La part de l'investissement étranger dans ce secteur est légèrement inférieure dans la RMR de Montréal (43,3 %) comparativement à l'ensemble de la province (47,8 %).

Tableau 4

Investissements privés non résidentiels selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, RMR de Montréal, perspectives 2011

Pays de contrôle	Construction	Machines et équipement	Total
	M\$		
Canada	2 754,1	4 376,8	7 130,9
Pays étrangers	453,4	1 763,2	2 216,6
États-Unis d'Amérique	278,0	1 093,5	1 371,5
Allemagne	9,3	56,9	66,2
France	26,3	164,8	191,1
Royaume-Uni	43,6	129,5	173,1
Italie	8,5	33,0	41,5
Japon	x	x	x
Pays-Bas	x	x	28,7
Suède	5,4	35,4	40,8
Suisse	x	x	48,2
Autres pays	x	x	x
Total	3 207,5	6 140,0	9 347,5

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger : présentation des concepts

Investissement sous contrôle étranger : Les données portant sur les investissements sous contrôle étranger, comme définis dans la publication « Investissements étrangers et nationaux au Canada » de Statistique Canada, se réfèrent aux dépenses en immobilisation des entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. La valeur de l'investissement correspond au coût d'acquisition des constructions neuves, des améliorations majeures et des machines et équipement.

Investissement direct étranger : Les données portant sur l'investissement direct étranger, comme présentées dans la publication « Bilan des investissements internationaux du Canada » de Statistique Canada sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers telles les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société canadienne, correspondant à détenir au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises.

Également, Industrie Canada compile des données sur les investissements étrangers en examinant les investissements effectués par les non-résidents, conformément aux termes de la Loi sur Investissement Canada. Ces investissements peuvent être ou ne pas être des investissements directs étrangers ou des investissements sous contrôle étranger, selon la provenance et l'utilisation des fonds, lesquelles ne sont pas étudiées par Investissement Canada. Les statistiques d'Investissement Canada permettent uniquement de mesurer la fréquence des créations d'entreprises et des acquisitions d'entreprises au Canada par des non-résidents.

Malgré la similitude des dénominations, il n'existe aucun lien statistique entre les deux concepts (au sens de la comptabilité nationale). L'investissement sous contrôle étranger augmente le stock de capital productif de l'économie (la formation brute de capital fixe, composante du produit intérieur brut selon la méthode des dépenses), alors que l'investissement direct étranger ne mesure que le changement de propriété des actifs financiers par les flux transfrontaliers (investissements directs étrangers, composante de la balance des paiements).

Par exemple, une entreprise américaine établie au Québec qui agrandit une usine constitue à coup sûr une dépense en immobilisation sous contrôle étranger, alors que la méthode de financement sera le principal critère pour déterminer s'il s'agit d'investissement direct étranger. Une construction financée par un emprunt local ne sera pas considérée comme un investissement direct étranger (aucun flux financier transfrontalier), alors que ce sera le cas s'il est financé par la maison mère américaine à l'aide des bénéfices non répartis.

Abréviations et signes conventionnels :

\$	En dollars
G	En milliards
M	En millions
%	Pourcentage
..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
p	Donnée provisoire
pr	Perspectives

Pour plus de renseignements :

Jean-François Fortin

Direction des statistiques économiques et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : (418) 691-2411 poste 3175
Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2011
ISSN 1925-1807 (en ligne)

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

**Institut
de la statistique**
Québec

